

**Politis publie un appel qui dénonce le « concours de beauté » de la  
> présidentielle qui dépolitise la société et demande un débat sur le  
> contenu des politiques.**

>

> Une chose est sûre, lorsque Nicolas Sarkozy achèvera dans un an son  
> mandat, il laissera la France dans un état de délabrement comme  
> jamais. Le Président du pouvoir d'achat aura été celui de son  
> amputation, le Président de la France qui travaille aura été celui des  
> riches, le Président du Grenelle de l'environnement aura été celui du  
> renoncement, le Président de la « moralisation du capitalisme » aura  
> été celui de la bride sur le cou aux banques et autres spéculateurs.  
> Pendant ce temps, la désespérance gagne les classes populaires et  
> comment pourrait-il en être autrement puisque leur condition est le  
> plus souvent faite de chômage de longue durée, de relégation sociale  
> liée à la perte d'emploi, de réclusion en HLM dégradées, de diminution  
> des revenus, d'échec scolaire des enfants, etc.

>

> Cette situation catastrophique fait le lit du vote en faveur du Front  
> national, encore en progression lors des dernières élections  
> cantonales. Non pas que ce parti apporte des solutions aux problèmes  
> rencontrés par les classes populaires, mais le vote FN sert d'exutoire  
> à la rancœur d'un nombre croissant d'électeurs pendant qu'une autre  
> partie, encore plus nombreuse, refuse même d'aller voter. Comme si  
> cela ne suffisait pas, à l'imposture de ses promesses, le président de  
> la République a ajouté le côté abject consistant à reprendre à son  
> compte les thématiques du FN pour désigner des boucs émissaires :  
> l'étranger, le musulman, le Rom... Ainsi, ceux dont le quotidien est  
> fait de déclassement en tous genres sont tentés de conjurer leur sort  
> en trouvant un bouc émissaire : les immigrés de la dernière  
> génération. Le désespoir de subir une condition de plus en plus  
> dégradée avive la guerre des pauvres contre plus pauvres qu'eux  
> encore.

>

> Tant que ne seront pas traitées et éradiquées les causes sociales du  
> vote extrémiste de droite et de l'abstention massive, cette situation  
> perdurera et même s'aggravera. Il devient donc urgent d'instaurer une  
> politique radicalement nouvelle qui redonne espoir aux milieux  
> populaires. Une politique de plein emploi, d'emplois utiles  
> socialement et écologiquement, de salaires décents, de contrats de  
> travail véritables et protecteurs. Une politique qui favorise  
> l'égalité entre les femmes et les hommes. Une politique qui retisse  
> des liens forts grâce à des services publics rénovés et redynamisés,  
> qui étende la protection sociale et offre aux jeunes une allocation  
> d'autonomie. Une politique qui désenclave les quartiers avec notamment  
> des transports publics gratuits, un vaste plan public de

> réhabilitation des logements et l'arrêt des hausses de loyers.

>

> Il y a tant à faire, alors que tout fut laissé à l'abandon depuis  
> longtemps. Mais rien ne se fera sans une solidarité nationale minimale  
> qui consistera à redéplacer vers les salaires, les services publics et  
> la protection sociale la part de la richesse produite par tous, qui  
> fut auparavant détournée vers les profits et le privé. Rien ne se fera  
> si, face à l'insécurité économique et sociale d'où découlent toutes  
> les peurs et toutes les insécurités, nous n'optons pas pour la  
> Sécurité sociale et la sécurité économique.

>

> Conscients de la gravité de la situation et de l'urgence à y répondre,  
> nous appelons tous les citoyens, toutes les forces de transformation  
> sociale, écologique et politique, qu'elles se revendiquent socialiste,  
> du Front de gauche, écologiste, alternative, révolutionnaire, à mettre  
> en œuvre un processus qui coupe l'herbe sous le pied au Front national  
> et qui fasse que le second tour de l'élection présidentielle n'exclut  
> pas un représentant des aspirations populaires. Il ne doit jamais plus  
> y avoir un nouveau 21 avril à gauche. Mais pour cela, le problème est  
> moins la désignation d'un candidat que l'élaboration avant tout d'un  
> vrai programme répondant aux besoins sociaux et écologiques, préparé  
> et débattu par les citoyens. Il faut refuser le « concours de beauté »  
> pour le choix du candidat qui dépolitise la société française et  
> discuter des politiques à mener. Il faut que le « peuple de gauche »  
> puisse débattre et décider de ces politiques avec pour objectif  
> d'établir les priorités à satisfaire pour les mois et années à venir.  
> En somme, la société française a beaucoup plus besoin de primaires sur  
> le programme que de primaires sur le candidat, surtout si celui-ci  
> était nommé par les sondages. Nous appelons à tenir dans tous les  
> quartiers populaires, dans toutes les villes et villages, des  
> réunions, des rassemblements, des manifestations politico-culturelles  
> car, face à la crise de civilisation qui plombe le présent et  
> l'avenir, c'est de culture et de civilisation qu'il s'agit de discuter  
> et de préparer. Nous appelons ainsi à une insurrection civique,  
> pacifique et démocratique, c'est-à-dire réellement politique parce  
> qu'elle ferait progresser l'implication directe des citoyens.  
> L'urgence est telle aujourd'hui que les citoyens doivent pouvoir dire  
> haut et fort que, loin de rejeter l'autre, les autres, ils veulent «  
> vivre ensemble ».

>

> Gerard Filoche (inspecteur du travail), Susan George (écrivain),  
> Jean-Marie Harribey (économiste), Pierre Khalfa (syndicaliste), Safia  
> Lebdi (présidente des Insoumises), Gus Massiah (fondateur du Cedetim),  
> Christiane Marty (féministe), Caroline Mecary (avocate), Willy  
> Pelletier (sociologue)